


**Stratégies d'Etat**

**Burundi** Les terres rares de Thyssen attisent les tensions à Berlin →P.2

**Exploration-Production**

**Congo-K** Après les prétoires, la Gécamines attaque ERG sur le terrain →P.3

**Réseaux d'affaires**

**Congo-K** Jinchuan et la Gécamines prêts à en découdre →P.5

**Hommes de pouvoir**

**Guinée** La femme d'affaires Labrini Axioti se lance dans la bauxite → P.6

**Zimbabwe**

## RUSH DES INVESTISSEURS SUR LES MINES DE LITHIUM

Unique pays africain déjà producteur de lithium, mieux doté en infrastructures que plusieurs de ses voisins et recelant abondamment du métal sous la forme de roche dure, la plus recherchée pour la fabrication de batteries, le Zimbabwe séduit les investisseurs. Sortant à peine de l'ère protectionniste de **Robert Mugabe**, qui a freiné l'acquisition de permis par les opérateurs étrangers, le pays est le nouveau Graal des financiers.

**Ruée Aussie.** Malgré une élection présidentielle à haut risque qui se déroulera fin juillet, le lithium du Zimbabwe suscite un fort intérêt parmi les juniors cotées sur l'**Australian Securities Exchange (ASX)**. Ainsi, **Force Commodities** a déjà engagé des opérations de prospection. Expert de l'achat de périmètres à fort potentiel opérationnel mais surtout attractifs en bourse, son DG **Jason Brewer** avait acquis deux projets de lithium

en 2017 à proximité du gisement géant de *Manono*, que développe **AVZ Minerals** au Congo-K, et serait aujourd'hui en négociation pour des permis au Zimbabwe. Explorant jusque-là nickel, cuivre et cobalt au Botswana, **Six Sigma Metals**, présidé par **Edwin Bulseco**, administrateur de plusieurs fonds de *private equity*, vient de signer un accord afin d'acquérir 80% du projet de lithium zimbabwéen de *Shamva*. Le banquier **Eddie King** a rejoint dans la foulée son conseil d'administration. Également cotée sur l'ASX et dirigée par le financier **Shanthar Pathmanathan**, la junior **Lithium Consolidated Mineral Exploration** a demandé il y a peu des permis de lithium au Zimbabwe (📍 **AMI n°418**). L'achat du projet de *Mbeta* intéresse par ailleurs **Latitude Consolidated**, qui devrait lever 3,5 millions d'AUD et recruter **Kim Eckhof**, ex du fonds australien dédié aux ressources naturelles **RFC Ambrian** et fille de **Klaus Eckhof**, vétéran des mines africaines.

**Hommes pressés.** Le retour sur investissement potentiellement rapide du lithium zimbabwéen, où l'exploration de certains gisements est déjà approfondie, convainc aussi les Canadiens et Britanniques. Autrefois concentrée sur l'or, la junior canadienne **Chimata Gold Corp**, que dirige le financier **Richard Groome**, mise désormais sur le lithium de *Kamativi* (📍 **AMI n°417**), où la

production devrait démarrer au quatrième trimestre 2018. Fin juin, le britannique **Cadence Minerals** a quant à lui conclu un accord selon lequel il prévoit de déboursier 5,1 millions \$ pour l'étude de faisabilité définitive (DFS) du projet de lithium de *Zulu* ainsi que 30% du permis. Celui-ci est développé par **Premier African Minerals (PAM)**, que dirige **George Roach**. Celui-ci est connu pour avoir cofondé **UraMin**, revendu pour 2,5 milliards \$ au groupe nucléaire français **Areva** en 2007 (📍 **AMI n°413**). En janvier, George Roach avait à nouveau eu du flair, prévoyant de coter à Londres le permis de *Zulu*, indépendamment des autres actifs de PAM, afin d'attirer des financements.

**Nouvelle hospitalité.** Pour inciter les investissements, le gouvernement de Harare prévoit de réviser sa stratégie dédiée au lithium. Mi-juin, le parlement a adopté une loi moins protectionniste qu'auparavant, supprimant l'obligation d'obtenir une autorisation pour chaque nouvelle opération sur un permis et de coter sa société sur le **Zimbabwe Stock Exchange**. Le ministre des mines **Winston Chitando** devrait par ailleurs proposer une fiscalité incitative pour le lithium transformé dans le pays, revendu plus cher. **RioZim**, ex-filiale locale du géant **Rio Tinto**, se positionne déjà pour développer un circuit de traitement du lithium dans sa raffinerie de nickel d'*Empress*. ●

## Pépites

### CONGO-K LE G7 MINIER VEUT FAIRE BANDE À PART

Certains membres du "G7", qui regroupe sept opérateurs miniers du Congo-K - **Randgold Resources**, **Zijin Mining**, **Glencore**, **China Molybdenum Co (CMOC)**, **MMG**, **Ivanhoe Mines** et **AngloGold Ashanti** - envisageraient de créer leur propre chambre des mines. En mars, les membres du "G7" avaient quitté la chambre des mines existante. Ils estimaient que celle-ci, rattachée à la **Fédération des entreprises du Congo (FEC)** et présidée par **Albert**

**Yuma Mulimbi**, à la tête de la société d'Etat **Gécamines** et proche du chef de l'Etat **Joseph Kabila**, ne représentait pas assez leurs intérêts dans le contexte de la réforme du code minier. Ce dernier a été fortement critiqué par les opérateurs miniers au Congo-K, qui considèrent l'augmentation de certaines taxes trop importante et dénoncent un manque de stabilité juridique. Zijin, CMOC et MMG font toutefois désormais partie de la nouvelle Union des sociétés minières à capitaux chinois actives au Congo-K (📍 **AMI n°418**).

### GUINÉE LA COUPE DU MONDE DE FOOT MET LE FEU CHEZ ANGGOLD

Fin juin, les riverains de la mine d'or de *Siguiri*, qui est opérée par le sud-africain **AngloGold Ashanti** à l'est de la Guinée, ont manifesté violemment autour du site et y ont gêné les opérations. Les populations se plaignaient des coupures de courant trop fréquentes aux alentours de la mine. Certains affirmaient que ceci les empêchait notamment de regarder les matchs de la Coupe du monde de football, qui se tient en Russie !

### ANGOLA LA VENTE DES DIAMANTS DÉFINITIVEMENT LIBÉRALISÉE

La nouvelle loi sur la commercialisation des diamants produits en Angola a été adoptée fin juin. Le texte diversifie les possibilités de vente des gemmes, mettant fin au modèle des acheteurs privilégiés, qui comptait parmi eux **Victoria Holding**, contrôlé par **Isabel dos Santos**, fille de l'ex-président angolais (📍 **AMI n°406**). Par ailleurs, la loi accorde au détenteur d'un permis le droit d'acheter jusqu'à 60% de sa production.

## BURUNDI Les terres rares de Thyssen attisent les tensions à Berlin

Le contrat de l'industriel allemand **ThyssenKrupp** avec le britannique **Rainbow Rare Earths (RRE)**, afin de lui acheter sa production de terres rares burundaises, fait l'objet de la plus grande attention de la part des autorités de Berlin.

Dans un courrier du 26 juin adressé à **Wolfgang Schäuble**, président du Bundestag (parlement), **Michelle Müntefering**, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, affirme que le gouvernement allemand a récemment rappelé à Thyssen sa position sur le Burundi, avec qui il a suspendu sa coopération en 2015 du fait de violations des droits de l'homme. Les

autorités de Berlin auraient aussi rappelé à l'industriel que les sociétés allemandes sont tenues au respect de ces mêmes droits. De plus, dans sa lettre, la secrétaire d'Etat nie toute implication de l'exécutif dans le contrat entre Thyssen et RRE.

Ce courrier fait suite à l'interpellation de Müntefering par des députés des partis d'opposition **Die Linke** et **Bündnis 90/Die Grünen** qui, relayant la position de la coalition d'ONG **Ökumenisches Netz Zentralafrika**, estiment que Thyssen soutient indirectement le régime autoritaire du burundais **Pierre Nkurunziza**, en contravention des règles de responsabilité sociétale des entreprises. ●

## CENTRAFRIQUE Diamants : la confiance du Kimberley n'apaise par les USA

La satisfaction des dirigeants du processus de Kimberley quant aux progrès accomplis par la Centrafrique en matière de certification et traçabilité des diamants ne fait pas l'unanimité.

Lors de la dernière réunion du processus de Kimberley, qui s'est tenue à Anvers à la mi-juin, **Pamela Fierst-Walsh**, la représentante des Etats-Unis sur les minerais de conflits, a exprimé sa grande inquiétude au sujet de la situation dans le pays. Bien que seule l'exportation de pierres extraites dans cinq zones spécifiques de Centrafrique soit autorisée, les autorités américaines estiment que des centaines de milliers de diamants

bruts continuent de sortir illégalement depuis tout le pays. Des sites d'extraction seraient contrôlés par des milices anti-balakas, qui font transiter clandestinement leur production via le Cameroun pour l'envoyer vers Dubaï.

La position du gouvernement américain pourrait compliquer le lobby du président **Faustin Archange Touadéra** pour obtenir la levée de l'embargo sur l'ensemble du territoire. Afin de redorer l'image du pays, le chef de l'Etat a nommé mi-juin un conseiller spécial pour le secteur, le belge **Peter Meeus** (ex-**Dubai Diamond Exchange** et **HRD Antwerp**), autorité anversoise de certification de la pureté des diamants (📍 [LC n°779](#)). ●

### TANZANIE

#### Le ministère fait tout pour endiguer le trafic minier illégal

Le ministère tanzanien des mines, que dirige **Angellah Kairuki**, devrait recruter prochainement une équipe de consultants afin de l'aider à mettre fin au commerce clandestin de minerais dans le pays. A cause de la vente et de l'exportation illégales depuis les mines tanzaniennes, tout particulièrement les sites exploités à échelle artisanale, l'Etat est privé d'importants revenus. Le cabinet de conseil sélectionné devra identifier les méthodes qu'emploient les trafiquants ainsi que les failles dans les procédés de contrôle des forces de l'ordre, puis lister des recommandations et techniques pour améliorer la situation. La mission de conseil, qui doit durer trois mois, est financée par l'**Association internationale de développement (IDA)**, l'un des fonds de la **Banque mondiale**.

### GABON

#### Christian Magnagna veut booster la filière or

Afin de contrecarrer la chute de la production aurifère au Gabon, qui n'était que de 500 kg en 2017 alors qu'elle était d'une tonne annuelle auparavant, le ministre des mines du pays, **Christian Magnagna**, a organisé une journée consacrée au secteur de l'or début juillet. L'objectif de l'événement, qui s'est tenu à Libreville, était de remobiliser la totalité des acteurs de la filière afin qu'ils déterminent des axes stratégiques en vue d'accroître la production, les emplois et les revenus. L'artisanat minier, qui, trop souvent exercé dans la clandestinité, entraîne un manque à gagner pour l'Etat gabonais, a été tout particulièrement ciblé au cours de la conférence. Ainsi, des cartes d'exploitant artisanal, permettant l'enregistrement de l'identité du creuseur et les coordonnées du site où il est actif, étaient délivrées gratuitement lors de la conférence.

### TCHAD

#### N'Djamena paré pour mieux gérer son potentiel minier ?

Près de six mois après la création de la **Société nationale des mines et de la géologie (Sonamig)** du Tchad par le gouvernement de N'Djamena, le projet a été adopté début juin par l'Assemblée nationale. Cette compagnie publique aura pour objectif principal de promouvoir les ressources minérales du Tchad auprès des investisseurs. Par ailleurs, elle lancera des projets de recherche géologique, gèrera la participation de l'Etat dans les mines et contrôlera le respect des normes sociales tout autant qu'environnementales par les opérateurs. Si la remontée des cours des minerais peut participer au démarrage d'un secteur minier tchadien encore jeune, la mauvaise santé de l'économie nationale n'encourage pas pour l'instant les investisseurs à prendre pied dans le pays.

## Grands axes miniers

### CONGO-K Alliance gréco-britannique pour électrifier les mines du Katanga

Le Royaume-Uni prévoit de financer des projets hydroélectriques que construira le groupe grec **Metka** dans la **Copperbelt**.

En marge de la **DRC Mining Week**, mi-juin à Lubumbashi, les représentants de la **Congolese Chamber of Commerce in Great Britain** venus pour l'occasion ont rencontré les gouverneurs du Haut-Katanga, **Célestin Pande Kapopo**, et du Lualaba, **Richard Muyej**, pour leur présenter le projet d'électrification que la coopération britannique devrait subventionner dans leurs provinces.

Le gouvernement du Royaume-Uni prévoit en effet de financer la construction de centrales hydroélectriques d'une dizaine de MW chacune dans les deux provinces. Les unités permettront notamment de renforcer l'approvisionnement électrique des mines de la zone, cœur de la production de cuivre et cobalt du pays. Les projets devraient être réalisés par **Metka**, filiale du groupe industriel grec **Mytilineos Holdings**. Déjà actif en Afrique, où il a notamment développé des centrales électriques au Nigeria, au Ghana, en Algérie et en Libye, **Metka** cherche à se positionner sur le secteur minier depuis quelque temps (📍 [AMI n°405](#)). ●

## Congo-K

## APRÈS LES PRÉTOIRES, LA GÉCAMINES ATTAQUE ERG SUR LE TERRAIN

Selon plusieurs sources d'*Africa Mining Intelligence*, la compagnie publique congolaise **Gécamines** aurait confisqué mi-juin le concentrateur de la mine de cuivre et cobalt de *Boss Mining*, qu'opère le groupe kazakh **Eurasian Resources Group** (ERG, ex-ENRC) au Katanga. Cette machine, qui permet de transformer le minerai brut en concentré, appartenait à la société d'Etat, actionnaire à 20% de *Boss Mining*, et avait été mise à disposition d'ERG il y a quelques années pour effectuer ses opérations.

Si la saisie du concentrateur n'empêche pas pour l'instant l'extraction du minerai sur le site, à terme, elle pourrait gêner les activités d'ERG ou bien l'obliger à faire évoluer son *business model*. Dans son article 108 bis, le code minier du Congo-K adopté en mars impose de trai-

ter sur le territoire national les substances minérales extraites dans le pays, et ce afin d'en faire des produits marchands avant toute commercialisation ou exportation. Sans unité de traitement sur son site, un opérateur minier est généralement tenu de faire transformer sa production par un tiers, mais toujours au Congo-K. Contacté, ERG n'a pas répondu à nos questions.

La confiscation du concentrateur accroît les difficultés d'ERG à *Boss Mining*. Début 2018, la Gécamines avait engagé un arbitrage contre le groupe kazakh devant la **Chambre de commerce internationale** (CCI), lui réclamant plusieurs dizaines de millions de dollars, qui auraient selon elle dû lui revenir mais qu'ERG aurait choisi de réinvestir dans la mine (📍 **AMI n°411**). La procédure avait été lancée dans le cadre de la révision des partenariats de la Gécamines, engagée par son président **Albert Yuma Mulimbi**, et qui touche plusieurs de ses autres partenaires étrangers (lire 📍 **p. 5**).

Au-delà de ses différends avec la Gécamines, ERG pâtirait ces derniers temps de relations tendues avec les communautés résidant à proximité de ses mines katangaises, *Boss Mining*, *Frontier* et *Comide*. Considérant que le groupe ne respecte pas ses engagements sur l'environnement ainsi qu'à leur égard, des riverains auraient récemment menacé d'organiser des manifestations. ●

## Creuseurs

### AFRIQUE LA COOPÉRATION SUISSE MET LES MOYENS POUR AMÉLIORER LA SITUATION DES ARTISANS MINIERES

Le 4 juillet, à Genève, l'agence de coopération suisse, la **Direction du développement et de la coopération** (DDC), a organisé une conférence sur la contribution à l'évolution durable et responsable de l'artisanat minier par les organismes actifs dans le secteur du développement. Lors de l'événement, les représentants de l'**OCDE** ont pu faire un retour d'expérience sur les bonnes pratiques identifiées par l'organisation pour renforcer le respect des principes de transparence, de bonne gouvernance mais aussi de respect des populations et de l'environnement dans le secteur de l'artisanat minier. La **Swiss Better Gold Association** - qui représente plusieurs sociétés privées utilisant des métaux précieux dans leur activité comme les joailliers **Cartier** et **Chopard**, ainsi que la banque **UBS** - a également fait le déplacement, à l'instar de plusieurs ONG et think-tanks.

### ZAMBIE LES ENJEUX DU COBALT ARTISANAL AU CENTRE DU JEU ?

Mi-septembre, le groupe des pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifique), l'**Union européenne** et le **Programme des Nations unies pour le développement** (PNUD) organiseront une conférence sur les enjeux et difficultés propres à l'artisanat minier à Livingstone, en Zambie. Si l'exploitation artisanale des métaux précieux et des minerais industriels sera évoquée lors de la conférence, la proximité de Livingstone avec la Copperbelt à cheval sur la Zambie et le Congo-K devrait encourager les discussions sur le cobalt. En forte expansion du fait de la hausse des cours du métal, l'exploitation du cobalt à échelle artisanale se fait parfois dans des conditions difficiles.

### CONGO-K L'ENCADREMENT DE L'ARTISANAT MINIER PREND DU GALON DANS LE SUD-KIVU

Depuis quelques jours, des comités de suivi du secteur minier sont opérationnels dans les territoires de Mwenga et de Walungu, au Sud-Kivu. Ces instances ont pour mandat d'assurer le respect des règles de droit et de traçabilité dans l'artisanat minier. La direction des comités est composée de représentants de l'ensemble des acteurs du secteur minier dans chaque territoire : creuseurs ainsi que négociants, chefs traditionnels et société civile, mais aussi organismes internationaux de certification comme l'**International Tin Supply Chain Initiative** (ITSCI). Si ces deux comités sont effectifs, **Tibère Kajemba**, chef de la mission visant à l'installation de ces organes au Sud-Kivu, doit encore en mettre en place dans nombre de territoires dans la province.

## Frontière aurifère ouest-africaine

### GUINÉE Farafina, nouveau porte- drapeau de la cryptomonnaie aurifère

**Farafina Gold Group**, qui vient de demander deux nouveaux permis d'or en Guinée, affirme prévoir d'y financer les travaux en levant des fonds en cryptomonnaies.

Mi-juin, les sociétés **Lions Head Resources** et **Farafina Resources** ont demandé des permis d'exploitation pour les projets aurifères qu'elles développent à l'est de la Guinée. Les deux entités sont les filiales de **Farafina Gold Group** (FGG), enregistré fin mars à Conakry et maison-mère de trois autres juniors minières en Guinée : **Farafina Mineral**, **Tiger Resource** et **Kanguela Mining Co**. Au total, FGG contrôle sept projets d'or à l'est de la Guinée - *Kakan 1*, *Kodieran*, *Faralako Nord*, *Faralako Sud*, *Kanguela Est*, *Kanguela Est*, *Paramangui* - et prévoit de produire jusqu'à 100 000 onces par an à partir de 2022.

Pour financer les travaux nécessaires à la réalisation de cet objectif, FGG envisage de lever 9,5 millions \$ en 2018 puis 50 millions \$ au cours des deux années suivantes. A l'instar de plusieurs juniors en Afrique (📍 **AMI n°415**), FGG prévoit de chercher les fonds en émettant des actions échangeables contre des cryptomonnaies, type *Bitcoin* ou *Ethereum*, sur le **Gibraltar Blockchain Exchange**.

FGG est présidé par **Ilija Karas**, citoyen bélizien né en Autriche. Le PDG de la société est le guinéen **Ousmane Tunkara**, et son directeur général adjoint est le russe **Vasiliy Maltsev**. Les actionnaires de la firme sont Ilija Karas ainsi que la société chypriote qu'il représente, **Peritimos Investments**, le russe **Andrei Orlov**, le guinéen **Numukeh Tunkara** ainsi que la société de droit panaméen **Guinea Farafina Investment**. ●



## CONGO-K Le zimbabwéen Hwange Colliery repart à la conquête du pays

La société zimbabwéenne de production et de distribution de charbon **Hwange Colliery Co** envisage de relancer prochainement ses exportations vers le Congo-K. Afin d'évaluer la faisabilité du projet et d'identifier des acheteurs potentiels pour sa production, l'entreprise a envoyé sa *Corporate Affairs Manager* **Rugare Dhobbie** à Lubumbashi mi-juin.

Ayant longtemps vendu son charbon au Congo-K, Hwange Colliery avait pourtant suspendu ses opérations de commercialisation dans le pays il y a deux ou trois ans, la chute des cours du cuivre ayant entraîné une baisse du nombre de clients. Face au regain d'activité minière au Katanga, qui

intervient alors que le déficit énergétique de la zone reste important, Hwange Colliery estime que le marché congolais peut de nouveau absorber une partie de sa production.

Le redémarrage des exportations vers le Congo-K permettrait également d'assurer des revenus supplémentaires à Hwange Colliery, qui a une dette de plus de 350 millions de dollars ainsi que des arriérés de salaires à l'égard de ses employés. Afin de refaire passer les finances de Hwange Colliery dans le vert, le gouvernement du Zimbabwe, qui détient 42% du capital de la société, a nommé un nouveau conseil d'administration à sa tête fin juin. ●

## RWANDA Le producteur de cassitérite Bay View se retourne contre Kigali

Le 22 juin, la société américaine **Bay View Group** a lancé une procédure d'arbitrage contre le l'Etat rwandais au **Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements** (Cirdi) à la suite de la perte de ses droits miniers dans le pays.

En 2011, le gouvernement de Kigali avait annulé le permis de Bay View sur la mine de *Bisesero*, où la société produisait de la cassitérite, très utilisée dans la fabrication des téléphones portables (📍 [AMI n°197](#)).

Les autorités rwandaises avaient alors affirmé que Bay View n'avait pas respecté une partie de ses engagements, notamment le niveau d'investissement fixé avec le gouvernement en vue d'accroître la production, et avait pollué l'environnement. En 2016, le ministère des mines avait réattribué le périmètre anciennement opéré par Bay View à **TriMetals**, une filiale du groupe omanais **Mawarid Mining**. Dans cette affaire, Bay View est représenté par le bureau de Boston du cabinet d'avocats **Duane Morris**. ●

### Dans les profondeurs de la Copperbelt

## CONGO-K La Gécamines joue la carte de la transparence avec ses salariés

Afin de ne pas alarmer ses employés alors qu'elle engage une réforme de la gestion, notamment de ses RH, la Gécamines dit vouloir informer ses équipes à chaque étape du processus.

Dans un courrier envoyé le 30 juin dernier aux employés de la société d'Etat congolaise **Gécamines**, son président, **Albert Yuma Mulimbi**, leur a annoncé le lancement d'un plan de "profonde réorganisation" de l'entreprise afin de "redevenir un opérateur performant".

Albert Yuma affirme que les salariés de la Gécamines seront mis au courant de la réforme au fur et à mesure de ses avancées. Ils pourront également s'informer de leur propre

initiative en contactant directement les consultants mandatés pour l'occasion, dont les coordonnées sont données dans le courrier.

Via une communication régulière, Yuma entend limiter l'inquiétude des équipes. Mi-juin, durant la *DRC Mining Week*, il avait dessiné les grandes lignes de la restructuration, et alors reconnu que c'était surtout les effectifs pléthoriques et la structure lourde de la société qui plombaient son activité, prévoyant de changer l'organigramme (lire [p. 6](#)). La réorganisation de la Gécamines est appuyée par **EY**, qui a récemment audité les partenariats de la société (📍 [AMI n°409](#)), notamment par **Baraka Kabemba**, directeur du cabinet au Congo-K, et **Olivier Luansi**, expert des opérations de transformation d'entreprises. ●

### Demain

#### GUINÉE CONVENTION MINIÈRE PRÊTE POUR LA BAUXITE DE DYNAMIC

Début juillet, les députés guinéens ont examiné la convention minière du projet de bauxite de la société indienne **Dynamic Mining** en vue de sa ratification. Dynamic devrait ainsi démarrer la construction de sa mine de bauxite de *Bon Ami*, située dans la zone de Boké (📍 [AMI n°405](#)), fin 2018, afin de produire trois millions de tonnes par an. La société, dont le périmètre a un temps été convoité par ses voisins, est dirigée par l'indien **Manas Agarwal** et le britannique **Danny Keating**. Ce dernier est actif depuis longtemps en Guinée, puisqu'il a dirigé **Alufer Mining**, propriétaire de la mine de bauxite de *Bel Air*. Début juillet, les parlementaires de Guinée ont également été chargés d'examiner les conventions minières, déjà validées par le gouvernement, pour les projets de bauxite de *Garafiri* de la **Société des bauxites de Guinée** (SBG), filiale du néerlandais **Metalcorp Group** (📍 [AMI n°416](#)), et de *Boffa*, du groupe chinois **Chalco** (📍 [AMI n°416](#)).

#### ZAMBIE LE GOUVERNEMENT DRAGUE LES INVESTISSEURS MINIERS À LONDRES

**Richard Musukwa**, le ministre zambien des mines, supervisera un forum sur les investissements miniers dans son pays le 10 juillet, à l'hôtel *Meridien Piccadilly* de Londres. Le ministre devrait rappeler que la Zambie regorge des ressources en cuivre et en cobalt, dont les prix explosent, parmi les plus importantes d'Afrique, mais également venir présenter les opportunités d'exploration et de production dans le charbon, l'or, le nickel ainsi que les pierres précieuses. Outre Richard Musukwa, les autorités de Lusaka ont prévu d'envoyer **Pius Kasolo**, le PDG de la société parapublique **Zambia Consolidated Copper Mines-Investment Holdings** (ZCCM-IH), et **Mateyo Kaluba**, à la tête de la compagnie gérant la stratégie d'investissement de l'Etat, **Industrial Development Corp** (IDC). Par ailleurs, **Kelvin Dushnisky**, le président du géant minier canadien **Barrick Gold Corp**, qui opère la mine de cuivre zambienne de *Lumwana*, et **Daniel Major**, DG de **GoviEx Uranium**, également actif dans le pays, sont attendus lors de l'événement de Londres.

#### COTE D'IVOIRE CENTAMIN, NOUVEAU REPRÉSENTANT DES MINIERS DU PAYS

Depuis le 29 juin, c'est le sénégalais **Ibrahima Danso**, directeur général de **Centamin** pour l'Afrique de l'Ouest, qui préside le **Groupe professionnel des miniers de Côte d'Ivoire** (GPMCI), et ce pour deux ans. Explorant le permis aurifère de *Batié Ouest* au Burkina Faso (📍 [AMI n°388](#)), Centamin a racheté en 2014 les périmètres d'or ivoiriens d'**Ampella Mining**, situés juste de l'autre côté de la frontière.

## GUINÉE

## Dernière ligne droite dans le conflit entre Beny Steinmetz et Conakry ?

Le 11 juin, les avocats de **Beny Steinmetz Group Resources** (BSGR) et de l'Etat guinéen ont remis leurs rapports post-audiences au **Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements** (Cirdi). Le dépôt de ces documents est l'une des dernières étapes avant que les trois arbitres du conflit entre BSGR et la Guinée, **Gabrielle Kaufmann-Kohler**, **Albert Jan van den Berg** et **Pierre Mayer**, prennent leur décision quant à l'issue du litige. Depuis 2014, BSGR poursuit les autorités de Conakry devant le Cirdi pour lui avoir retiré ses droits sur le projet de fer guinéen de *Simandou* (AMI n°417). Signe que le jugement du Cirdi pourrait être rendu bientôt, les représentants de BSGR et du milliardaire américain **George Soros** sont convoqués le 16 octobre à la cour du *Southern District* de New York pour décider de l'opportunité de rouvrir leur procès. Depuis avril 2017, BSGR poursuit George Soros aux Etats-Unis, l'accusant d'avoir participé à la perte de ses permis à *Simandou* (AMI n°398), mais la procédure avait été suspendue dans l'attente du jugement du Cirdi.

## ERYTHRÉE

## Nevsun peut faire appel de sa condamnation pour travail forcé

Mi-juin, la demande formulée par la société canadienne **Nevsun Resources** afin d'être autorisée à faire appel d'un jugement en sa défaveur rendu par la Cour suprême de la Colombie-Britannique fin 2017 a été acceptée. En novembre dernier, la Cour suprême avait décidé que la justice canadienne était compétente pour trancher un conflit opposant **Nevsun** à une cinquantaine de citoyens érythréens (AMI n°405). **Nevsun** avait pourtant tenté de renvoyer le procès devant une cour en Erythrée, sans succès. Les Erythréens qui poursuivent **Nevsun** affirment avoir été, lors de leur service militaire, forcés par leurs commandants à travailler sur la mine d'or, de zinc et de cuivre de *Bisha*, opérée par la société canadienne. Ils estiment avoir souffert de conditions de travail difficiles et de mauvais traitements.

## CONGO-K Jinchuan et la Gécamines prêts à en découdre

Le calendrier de l'arbitrage opposant la société d'Etat congolaise à une filiale du groupe chinois **Jinchuan** serait finalisé.

Comme l'avait pressenti *Africa Mining Intelligence* (AMI n°411), la société d'Etat congolaise **Gécamines** a lancé un arbitrage contre le groupe chinois **Jinchuan Group** à la **Chambre de commerce internationale** (CCI), où elle est déjà opposée au kazakh **Eurasian Resources Group** (ERG, lire page 3). Le calendrier de la procédure serait prêt, rendant le démarrage de l'instance possible.

La Gécamines reproche à **Jinchuan**, qui opère, via sa filiale **Metorex**, la mine de cuivre et de cobalt katangaise de *Ruashi*

et développe aussi les projets de *Kinsenda* et *Musonoï*, de ne pas lui avoir reversé des taxes qui lui étaient dues, et lui réclame donc plusieurs millions de dollars. La Gécamines serait défendue par le cabinet d'avocats belge **Liedekerke**, qui l'avait représenté contre **Groupe Forrest International** l'an dernier au sujet du terril de *Lubumbashi* (AMI n°401). **Jinchuan** aurait choisi **Herbert Smith Freehills**, qui avait été sollicité en 2016 par un autre groupe chinois, **China Molybdenum Co** (CMOC), pour le conseiller sur le rachat des intérêts de l'américain **Freeport-McMoran** dans la mine de cuivre congolaise de *Tenke Fungurume* (AMI n°368). Contactés par *Africa Mining Intelligence*, les cabinets n'ont toutefois pas confirmé l'information. ●

## AFRIQUE African Investments convoie les fonds vers les mines du continent

Organisant des délégations d'investisseurs en Afrique, **African Investments** multiplie les voyages dans les destinations minières.

Début juin, les investisseurs accompagnés par la société australienne **African Investments** (AI) au Botswana pour deux jours ont surtout rencontré des acteurs du secteur minier local. Ils ont été accueillis par **Charles Siwawa**, PDG de la Chambre des mines, mais aussi par des sociétés développant le charbon, **Minergy Coal** et **Shumba Energy** ; le cuivre, **MOD Resources** ainsi que **Cupric Canyon Capital** ; ou le plomb-zinc, **Mount Burgess Mining**.

Quelques jours plus tard, AI a emmené des entreprises et investisseurs en Zambie, cœur de la Copperbelt. Les prochaines délégations organisées par la société sont prévues au Ghana et en Côte d'Ivoire, hub de la production d'or en Afrique, mais aussi en Ethiopie, au Rwanda et au Sénégal, où, encore jeunes, les secteurs miniers sont en croissance. A forte teneur minière, les délégations d'investisseurs d'AI sont le plus souvent menées par l'australienne **Robyn Scott**, ancienne de **BHP Billiton** ayant notamment travaillé dans les diamants au Botswana. Le fondateur d'AI, le britannique **Rupert McCammon**, est un financier ayant tout particulièrement travaillé dans les ressources naturelles, entre autres au Botswana. ●

## Consultants



## CONGO-K MINROM RENFORCE SA PRÉSENCE DANS LES MINES DU KATANGA

**Minrom**, cabinet de conseil sud-africain spécialisé dans la gestion des ressources minières, va bientôt ouvrir un bureau à *Lubumbashi*. Si **Minrom** a déjà effectué des missions dans le secteur minier au Katanga, notamment sur les mines de cuivre de *Kamatanda* et *Kamfundwa* pour le compte de la société d'Etat **Géca-**

**mines**, ainsi que sur des projets de lithium à proximité de *Manono*, le cabinet entend gagner de nouveaux clients en surfant sur la hausse des prix des métaux. Réalisant des études géologiques et techniques, **Minrom** effectue également des due diligences ainsi que des formations. Le cabinet avait été fondé en 2010 par le géologue sud-africain **Oscar van Antwerpen**, un ancien de **BHP Billiton** et de **Gold Fields**.

## AFRIQUE DU SUD PHILLIP KIM AIDE LES ACTIONNAIRES MÉCONTENTES DE SIBANYE

Le 27 juin, l'avocat américain **Phillip Kim**, associé du cabinet spécialisé dans les *class actions* **Rosen Law Firm**, a déposé une plainte à la cour de l'*Eastern District* de New York au nom des actionnaires de la compagnie minière sud-africaine **Sibanye-Stillwater**. Les actionnaires ayant acheté entre le 7 avril 2017 et le 26 juin 2018 des actions

de la société, cotée à Johannesburg et à New York, demandent à **Sibanye** d'être dédommagés de leurs pertes en bourse. Le cours de l'action de la société avait fortement chuté à la suite d'une série d'accidents mortels sur plusieurs de ses sites, notamment les mines d'or sud-africaines de *Kloof* et de *Khomanani* début 2018. **Neal Frone-man**, le PDG de **Sibanye**, et **Charl Keyter**, son directeur financier, sont également ciblés par la plainte.

## Guinée

LA FEMME  
D'AFFAIRES LABRINI  
AXIOTI SE LANCE  
DANS LA BAUXITE

Fin juin, la société **Sorex** a demandé un permis de recherche pour le projet de bauxite de *Pita Lélouma*, au centre-ouest de la Guinée. Dans le pays, Sorex détient déjà une concession de diamants à proximité de Kindia. Les études déjà menées sur le site ont permis à Sorex d'identifier la zone la plus prospective et de rétroceder le reste du périmètre à l'Etat. En Guinée, Sorex n'exclut pas de se positionner également dans l'exploration aurifère.

Sorex est dirigé par la *businesswoman* établie en Allemagne **Labrini Axioti**. Celle-ci est appuyée dans ses activités guinéennes par **Mamadou Alpha Diallo**. Ce dernier est conseiller en charge de la stratégie de la société de sécurité située à Conakry **Laguipres**, qui a compté les producteurs de bauxite **Compagnie des bauxites de Guinée (CBG)**, **Alufer Mining** et **Guinea Alumina Corp (GAC)** pour clients.

En parallèle de Sorex, en Guinée, Labrini Axioti préside **Caladeon Holding & Finance**. Enregistrée à Conakry en mai 2017, cette société a pour objet le développement de projets miniers, pétroliers, agricoles et dans le BTP. Le conseil d'administration de Caladeon est également composé de Mamadou Alpha Diallo ainsi que de deux membres de la famille de Labrini Axioti, **David Charalabos Axiotis** et **Alexandros Axiotis**.

QUI MISE AUSSI SUR LE POTENTIEL  
DE LA BAUXITE DANS LA ZONE DE LÉLOUMA ?

## ZHANG XIN

Le permis requis par Sorex jouxte trois licences détenues par le groupe chinois **Tebian Electric Apparatus Stock Co (TBEA)**. Celui-ci, présidé par **Zhang Xin**, se concentre toutefois surtout sur le bloc de bauxite de *Santou*, pour lequel il a récemment obtenu sa convention minière à l'ouest de la Guinée (**AMI n°417**).

## STÉPHANE RIGNY

En septembre 2017, **Sarmin Bauxite Guinée**, filiale de **Sarmin Holdings**, a obtenu un permis de bauxite dans la préfecture de Lélouma (**AMI n°407**). Sarmin Holdings est dirigé par le canadien **Stéphane Rigny**, également actif dans les diamants guinéens et la potasse au Congo-B. Ancien de la **Rand Merchant Bank** devenu par la suite président de **MagIndustries Corp**, groupe minier fondé par son père, Stéphane Rigny est appuyé dans la bauxite par un expert du minerai, le français **Yves Ocello**.

BURKINA FASO Le maître du cadastre minier  
Zoumana Traoré atteint enfin son but

Après plusieurs reports (**AMI n°407**), le gouvernement burkinabè a enfin inauguré son nouveau cadastre minier le 18 juin dernier. Ceci devrait permettre de réactiver l'octroi de permis et la gestion des titres miniers en vigueur, opérations interrompues en décembre 2017 afin de finaliser le processus de modernisation du cadastre. Ce dernier est désormais accessible en ligne grâce au logiciel *eMC+*, qu'a développé la société allemande de géolocalisation **GAF**,

et doit être actualisé quotidiennement. Le projet de rénovation du cadastre minier burkinabè, financé par la **Banque mondiale**, est piloté depuis mai 2016 par **Zoumana Traoré**, ancien inspecteur des impôts (**AMI n°369**). Pour mener sa mission à bien, Zoumana Traoré a été appuyé par le géomètre belge **Luc Ghys**, qui avait réalisé un projet similaire au Congo-K, ainsi que par **Marboulaye Nombé**, le secrétaire général du ministère des mines du Burkina Faso.

GUINÉE Le roi de l'exploration  
Simon Ridgway reprend la main à Mandiana

La junior canadienne **Volcanic Gold Mines**, qui était incapable d'accéder à son projet d'or guinéen de *Mandiana* depuis février du fait des obstacles mis par l'administrateur général de **Guiord**, sa filiale locale, a repris le contrôle du site fin juin. Ceci devrait permettre à Volcanic, présidé par le serial-entrepreneur minier canadien **Simon Ridgway**, de redémarrer ses travaux sur le permis. A

la tête de juniors actives en Amérique du Sud, au Canada ou en Serbie, Simon Ridgway se targue d'avoir découvert des gisements aurifères dans le monde entier et levé plus de 400 millions \$ pour ses projets. Le PDG de Volcanic est le géologue canadien **Jeremy Crozier**, qui avait auparavant supervisé les opérations des sociétés **Taseko Mines** et **Brigade Holdings**.

CONGO-K Yuma  
et Kamenga plus que  
jamais tout puissants  
à la Gécamines ?

Première étape du processus de restructuration de la société d'Etat congolaise **Gécamines** (lire **page 4**), son organigramme a été modifié via un **ordre de service** daté du 2 juillet.

Pour alléger la structure, trop lourde, de la Gécamines, l'échelon des "grandes directions hiérarchiques" (GDH) a été supprimé. Toutes les directions opérationnelles de la société - planification stratégique, géologie, projets, finance, secrétariat général et les quatre zones de production (Shituru, Kolwezi, Panda, Ouest) -, dont les chefs ont aussi été désignés le 2 juillet (**voir ici**), sont désormais sous la tutelle directe du DG, **Jacques Kamenga Tshimuanga**. Auparavant, tout projet proposé par une direction opérationnelle était analysé puis validé par la GDH dont elle relevait. De plus, les GDH avaient un droit de regard sur les initiatives du DG et du président **Albert Yuma Mulimbi** concernant leur direction opérationnelle, et pouvaient exprimer leur désaccord quant à un projet. Désormais, le DG Jacques Kamenga, mais aussi Albert Yuma, dont il est proche, devraient plus que jamais être les seuls maîtres à bord de la Gécamines.

## Abonnement annuel

820 € 23 NUMÉROS (PDF)

- ✦ L'édition en ligne
- ✦ Les alertes par e-mail
- ✦ Les dossiers et monographies Insiders
- ✦ Les archives depuis 2000

**AFRICA MINING INTELLIGENCE** est une publication du site **Africa Intelligence**, édité par le groupe Indigo Publications. Elle paraît tous les 15 jours depuis 2000, en français et en anglais.

- Directeur de publication: **Maurice BOTBOL** ► Directeur de la rédaction: **Philippe VASSET**
- Rédactrice en chef: **Louise MARGOLIN**
- Contact: RedactionAMI@indigo-net.net ► Tél: +33 1 44 88 54 90 ► Fax: +33 1 44 88 57 33

© Indigo Publications - Reproduction et diffusion interdites, y compris sur Intranet, sans autorisation écrite. ISSN: 1624-6209 ► Publié sur [www.AfricaIntelligence.fr](http://www.AfricaIntelligence.fr) (Commission paritaire : 1220 W 90644)

► **Autres publications:** La Lettre du Continent, La Lettre de l'Océan Indien, Maghreb Confidentiel, Africa Energy Intelligence, Intelligence Online, La Lettre A.

indigo  
publications

L'intelligence des faits  
142, rue Montmartre  
75002 Paris  
Tél: +33 1 44 88 26 10  
[info@indigo-net.com](mailto:info@indigo-net.com)